

LOIRE ATLANTIQUE

# les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 616 - 9 FEVRIER 1995 - Prix 2,50 F

A deux mois du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles, les adhérents du P.C.F., les amis, les sympathisants trouvent aujourd'hui bon nombre de raisons d'être optimiste, de s'engager dans la préparation du Meeting du 17 mars avec Robert Hue.

Il se vérifie, en effet, que des milliers d'électeurs attendent, pour se déterminer, de connaître quelle politique sera menée demain, dans notre pays ; quelles sont les propositions des candidats face au chômage, pour le maintien de la protection sociale et les retraites, pour l'école, les salaires ; c'est bien le manque de connaissance, de réponses à ces interrogations et exigences qui confirment l'immense espace ouvert pour le dialogue, les rencontres.

Déjà, ce constat doit donner un caractère inédit à notre conception de la bataille politique ; dans cette situation, 45 % des personnes interrogées pensent qu'une éventuelle remontée de l'influence du Parti communiste serait plutôt une bonne chose pour que la société française devienne moins injuste, moins inhumaine, moins cruelle et moins angoissante.

Ces statistiques n'expriment, certes, pas des intentions de votes mais elles définissent l'espace politique où va se jouer le verdict réel des urnes.

Ces hommes, ces femmes, ces jeunes qui disent ne pas avoir fait leur choix, qui expriment leurs exigences de peser plus fort pour changer cette société ne sont-ils pas nos collègues de travail, nos amis, nos voisins ?

N'avons nous pas mener ensemble des actions pour le maintien de la Construction Navale, contre les délocalisations de Chantelle, contre le CIP et d'une façon plus large, pour l'emploi, les salaires, la Sécu... ?

Dans toutes ces actions, dans toutes nos propositions, c'est bien l'opposition résolue à la droite, à la mise en œuvre de Maastricht qui a dominé et la volonté de se rassembler pour être plus fort. N'est-ce pas cette question qui se trouve posée le 23 avril ?

A situations inédites, campagnes inédites, initiatives, audace. La préparation du Meeting nous invite à donner, dès maintenant, du tonus à cette campagne.

L'expérience montre que c'est la multiplication des actes militants, le nombre et la diversité des initiatives qui, à la fois, feront connaître notre candidat et donneront du tonus à toutes celles et ceux qui veulent construire du neuf à gauche.

Faire progresser la force et l'influence de notre parti dans les conditions d'aujourd'hui pose à chacun la question de son apport personnel, de son engagement pour s'adresser partout à tous les progressistes qui peuvent être intéressés par le débat sur les enjeux dont Robert Hue est porteur.

Mener cette campagne, c'est rencontrer tous les adhérents, discuter avec chacun, de ce que nous pouvons faire, du nombre de personnes que nous connaissons, de celles et ceux à qui nous allons proposer de nous aider à préparer le Meeting. Donner tout son souffle à une campagne proche des gens et de grande envergure.

Un certain nombre de cellules ont déjà établi un plan de travail : appel à voter, point de rencontres et de diffusion de l'Humanité Dimanche, décider de prendre en « charge » une entreprise, d'organiser le porte à porte et faire des inscriptions pour le Meeting.

Il s'agit de généraliser, avec audace et imagination les plans de travail ; que chaque adhérent, chaque cellule soit porteur de cette démarche de rencontre, de débats et d'actions : comme l'ont montré ces derniers mois, rien n'est écrit d'avance, nous avons besoin des énergies militantes pour rendre possible ce qui paraît aujourd'hui hors de portée.

Alors OUI, ambitions, audaces, enthousiasmes pour construire ensemble un parti Communiste plus fort pour ouvrir une période nouvelle de progrès à la française.

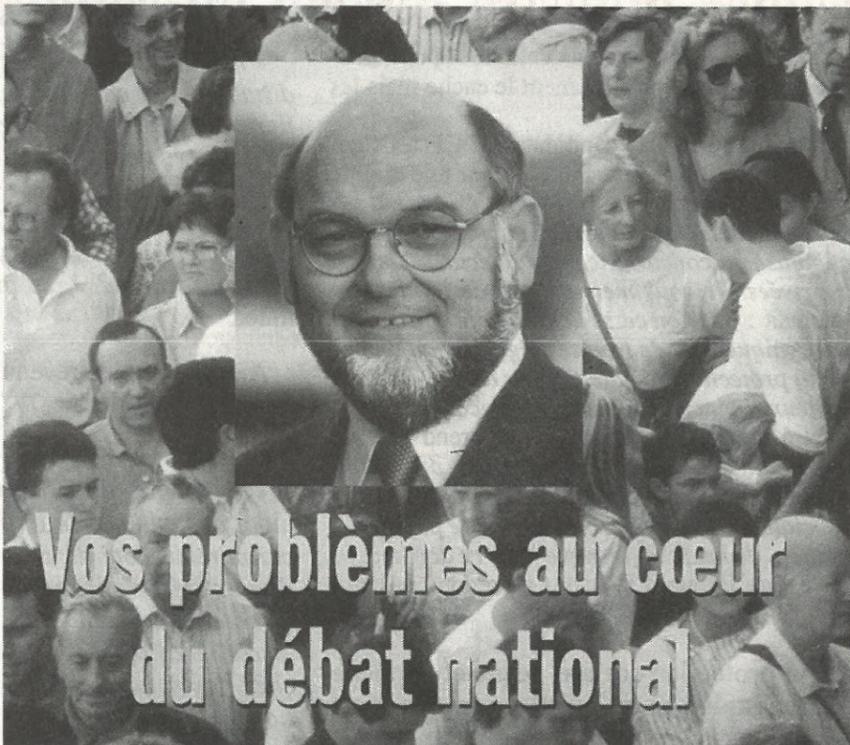
Jean-René TEILLANT  
Secrétaire Fédéral

Présidentielle  
La chance de la gauche :

## LA REMONTÉE DE L'INFLUENCE DU PCF

Changer la vie dans  
le pays, ce n'est pas  
un problème d'homme  
mais de politique

### DÉBATTONS !



5 février : ils étaient des milliers dans la rue pour défendre la protection sociale.

**Robert HUE**

sera l'invité de

**TF1**

« Face à la Une »

jeudi 16 février

20 h 15

SOMMAIRE

**La campagne**

*Balladur refuse le débat sur la protection sociale*

(Pages 2 et 3)

**Hold-up de 6 milliards**

*Sur les retraites des agents des collectivités locales*

**Aérospatiale**

*Le chômage ne passe plus*

(Page 4)

**Emploi**

*S'attaquer aux racines du mal*

(Page 5)

**Femmes**

*Le droit de choisir leur vie*

(Page 6)

**Algérie**

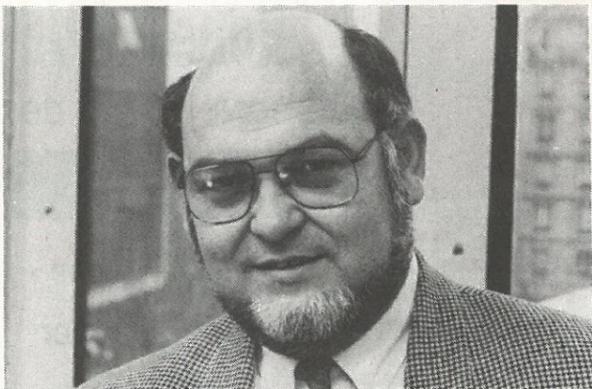
*Notre solidarité*

**Sécu**

*Le refus des solutions de droite*

(Page 7)

**Robert  
HUE  
candidat  
du  
Parti  
Communiste  
Français**



**ROBERT HUE**

# Présidentielle

23 avril 1995

la campagne, échos, faits, arguments

Protection sociale Protection sociale Protection sociale

Quand 84 % de Français se déclarent attachés à leur système de protection sociale :

**Le face-à-face**

Edouard BALLADUR - Robert HUE

**devient une exigence**

Spontanée ?... La réponse du premier ministre-candidat au candidat communiste est loin de l'être. Après avoir employé la stratégie des « experts » maisons, ce qui a été pour le premier ministre un moyen de tester les réactions de l'opinion publique et de préparer des mesures drastiques à appliquer après les élections, le candidat Balladur a été obligé de répondre à la lettre de Robert Hue et ce afin d'essayer de préserver ses chances pour le fauteuil présidentiel.

Le fait que 84 % de français soient attachés au système démocratique et solidaire de la protection sociale et que le candidat communiste prenne en compte et soit porteur de cette aspiration rend la question difficile à repousser, à contourner. Malheureusement la valeur de cette réponse et les limites de son honnêteté sont résumés dans l'entretien qu'il a eu sur TF1 le 2 février où il a affirmé son refus de tout débat public et contradictoire avant le 23 avril.

On ne peut être plus méprisant envers celles et ceux dont on sollicite les suffrages.

## Le Premier ministre répond au candidat communiste

Manifestement on attend « l'après-présidentielle » pour mettre à mal la Sécurité sociale. Le gouvernement le cache mais les Français ont le droit de savoir.

Le 9 janvier dernier, Robert Hue, candidat du PCF à l'élection présidentielle, interpellait Edouard Balladur sur une double question :

« Vous projetez le démantèlement du système actuel de protection sociale, avec la mise en concurrence de la Sécurité sociale et des assurances privées. Je vous mets au défi de le nier ».

Et, Robert Hue ajoutait : « Qu'on cesse de culpabiliser les Français en les accusant cyniquement de trop se soigner et qu'on ose enfin prendre pour la protection sociale un peu de cet « argent facile » que les milieux financiers ne cessent d'accumuler ».

Le premier ministre vient de lui répondre. Il prend acte de « l'attachement des Français à leur système de protection sociale », indique que sa seule ambition est de « garantir et parfaire la protection sociale » et dit souhaiter que « notre pays, conformément à sa vocation, demeure un exemple dans ce domaine ».

Fort bien. Si ce n'est qu'Edouard Balladur ne répond pas aux questions posées.

Qu'en sera-t-il de la protection sociale, revue et corrigée par Maastricht ? Ne risque-t-on pas d'aller vers des assurances privées pour ceux qui pourront payer et pour les autres un système proche de l'assistanat en vigueur dans le passé ? Ne va-t-on pas aggraver la CSG ?

« M. Balladur, a déclaré Robert Hue, fait certes preuve d'habileté en cachant ses projets derrière des propos léni-fiants. Mais il ne peut espérer en être quitte pour autant. Le débat va continuer ». Sur le second défi lancé par le candidat communiste : « M. Balladur peut-il contester la validité de ma proposition de taxation des revenus financiers pour contribuer à résoudre le problème du financement de la protection sociale ? », le premier ministre-candidat est resté muet.

Ainsi, taxer les revenus financiers au même taux que les salaires rapporterait 77 milliards de francs à la Sécurité sociale.

« Il est vrai, dit Robert Hue, que M. Balladur est le candidat des milieux de la finance et des affaires. Je suis pour ma part du côté de ces millions de salariés, de chômeurs, de retraités, de jeunes à qui il veut continuer à faire payer la note. Ma candidature est à leur disposition pour qu'ils disent le 23 avril, assez fort pour être entendus : « Ne touchez pas à la Sécurité sociale ! et qu'ils exigent des solutions neuves ».

Voilà en tout cas une confrontation qui mérite un face-à-face sur les antennes.

Un débat Hue-Balladur ? Seriez-vous prêt à organiser un débat entre Robert Hue et Edouard Balladur sur la Sécurité sociale ?



**Radio France**

Ivan Levai  
Directeur de l'information  
« Pourquoi pas ? »



**Gérard Carreyrou**

Directeur de l'information  
« Un tel débat n'est pas prévu mais, en effet, pourquoi pas ? »



**Arlette Chabot**

Directrice adjointe de l'information  
« Pourquoi pas, mais je doute que M. Balladur accepte ».



**Henri Sannier**

Directeur de la rédaction  
« Je pense que tout débat construit est intéressant ».



**Richard Artz**

Directeur du service politique  
« Nous ne sommes pas contre. Mais Edouard Balladur ne veut pas de débat pour l'instant ».

# LES MOTS ET LES ACTES

Pas question de se résigner au démantèlement de la sécurité sociale et à l'augmentation de la CSG ! Bien sûr si monsieur Balladur avait été ministre en 1945 le problème serait tout autre : notre système de protection sociale qui assure à tous l'accès aux soins et à des retraites décentes n'aurait jamais existé !! En effet, où aurait-il trouvé la volonté et les ressources financières pour le créer dans un pays dévasté par la tourmente de la guerre, dont les industries étaient exsangues. Lui qui voudrait nous faire croire qu'un demi siècle après la France qui s'affirme 4<sup>e</sup> puissance économique mondiale ne serait plus capable d'assurer à tous un traitement égal devant la maladie, la maternité, la famille, l'âge...

Et si monsieur Balladur utilisait son énergie pour s'attaquer au chômage qui prive la sécu de 198 milliards de francs de recettes au lieu de mettre en place des choix politiques rétrogrades et de se livrer à des calculs glacés de réductions de déficits inscrits noir sur blanc dans le traité de Maastricht. Il serait sûrement plus crédible quand il se présente comme sauveur suprême de ce qu'il ne cesse de mutiler !!

## La sécu ? Qu'en pensent d'autres candidats et hommes politiques !

Jacques Chirac :



« Il est temp de faire entrer l'esprit d'entreprise à l'hôpital » au sujet des retraites, s'il tient à préciser qu'il est « hostile » à la substitution de la retraite par répartition à un système de capitalisation, il entend « en revanche, lui associer une épargne complémentaire, encouragée par l'Etat, soit par des déductions fiscales pour les ménages les ménages payant l'impôt

sur le revenu, soit par une aide directe pour les autres ». Ainsi, « avec le concours de l'Etat, les Français décideraient des efforts qu'ils sont prêts à consentir pour préparer leur vieillesse ». Dans son livre « Une nouvelle France », il reprend à son compte toutes les lois mises en œuvre par le gouvernement Balladur, notamment celle qui démantèle profondément

la Sécurité Sociale en séparant ses quatre branches. Tout comme il s'inscrit également dans la voie de la fiscalisation de la protection sociale. Il faut « distinguer, parmi les dépenses sociales, celles qui relèvent de la solidarité nationale et doivent donc être prises en charges par l'état ». Ce qui permettra « d'alléger les cotisations sur le travail ».

Raymond Barre :



D'abord « changer les habitudes des assurés sociaux ». Ensuite « traiter le problème de l'hôpital ». Comment ? En « créant un établissement public autonome de type industriel et commercial » qui doit gagner de l'argent.

L'ancien premier ministre « centriste » considère qu'« un grand nombre de

bons travaux » ont été effectués sur la « maîtrise » des dépenses de santé, « notamment par le commissariat général au Plan. Je crois à une régionalisation de la Sécurité Sociale ». Il estime que l'augmentation de la CSG intervenue en juillet 1993 est une bonne chose. « C'est ce qu'il fallait faire, mais il fallait surtout la créer. Tout

le monde la paie, alors qu'on a dispensé de payer l'impôt sur le revenu la moitié des citoyens ». Raymond Barre estime que « les Français ont un bon sens et ils acceptent les sacrifices nécessaires ou accomplissent l'effort indispensable quand on se trouve au bord de l'effondrement ».

Parti socialiste :

La CSG a été instaurée par Michel Rocard, premier ministre, également auteur d'un Livre blanc sur les retraites, préconisant notamment la suppression du droit à la retraite à 60 ans à taux plein et la diminution des pensions (référence à vingt-cinq années au lieu des dix meilleures). Pierre

Bérégovoy a maintenu la CSG. Dans le manifeste élaboré par les clubs Témoins en vue de l'éventuelle candidature du président de la Commission européenne, « un déploiement de la CSG » est préconisé. S'agissant des régimes de retraite il est proposé d'aller « plus loin que ce qui a été engagé dans la voie exigeante de moins de prestations et de plus de cotisations ». Les

formulations de la motion « être socialiste » adoptée au récent congrès du Parti Socialiste à Liévin ne s'écartent guère de ce schéma. Si la référence explicite à « l'extension progressive de la CSG » (présente dans le texte en septembre) a disparu avec la « synthèse », on y trouve la proposition « que les charges indues qui pèsent toujours sur la sécurité sociale mais

qui révèlent de la solidarité nationale soient transférées au budget de l'Etat ». Le texte du congrès se prononce pour que « les dépenses qui relèvent de la solidarité soient fiscalisées » ainsi que pour « un vaste plan de maîtrise des dépenses de santé, concernant notamment la médecine libérale et le médicament ».

## La première prestation du candidat Jospin



Dimanche 5 février à 20 heures sur TFI, Lionel Jospin est l'invité du journal. Il était interrogé par Claire Chazal.

Est-ce un tournant dans la campagne électorale demande la présentatrice ? « C'est un début, réplique l'ancien ministre

de Michel Rocard et d'Edith Cresson ». Il explique que sa candidature est placée sous le signe de l'élargissement sans exclusive. Il précise que le premier homme politique auprès duquel il ira « cueillir un avis » est Jacques Delors, qui selon

lui, a su « manier utopie et réalisme ».

La première prestation télévisée du candidat du Parti socialiste s'achève ainsi. Il n'aura pas prononcé une seule fois les mots chômage, emploi, pouvoir d'achat, argent.

Les communistes de Loire-Atlantique vous invitent à une grande soirée **publique et gratuite** à laquelle ils seront heureux de vous accueillir.

**Vendredi 17 Mars 1995  
à 20 h 30**

Palais des Sports de Beaulieu

**NANTES**

**Robert HUE**



Candidat du Parti Communiste Français

viendra soumettre à votre réflexion, votre appréciation, ses propositions rigoureuses pour d'autres choix sur :

- l'emploi
- l'avenir de la jeunesse
- la protection sociale
- les salaires
- les pensions et retraites

vous permettant ainsi de mesurer sur votre vie quotidienne, avant l'élection présidentielle, les retombées de l'influence que vous déciderez de donner au Parti Communiste.

*humanitédimanche*  
Le parti qui est avec vous

**Chaque semaine  
Robert Hue  
répond à vos questions  
dans l'HD**

Chaque semaine par ce dialogue, des arguments, des questions-clés, des propositions seront mise en débat, la réflexion des électrices et des électeurs sera sollicitée.

**Posez vos questions à Robert Hue**

Téléphone ou fax : 49.22.72.57

3615 HUMA

Courrier Humanité-Dimanche

32, rue Jean Jaurès

93528 Saint Denis cedex

# Balladur pille la caisse de retraite des agents des collectivités

## UN HOLD-UP DE 6 MILLIARDS

Depuis bientôt 10 ans, les gouvernements successifs ont opéré un véritable hold-up sur la CNRACL. En plus de cette ponction intolérable, le gouvernement va plus loin : il décide autoritairement d'augmenter la cotisation employeurs de 3,8 %. Une mesure injuste et dangereuse, à laquelle tous ensemble nous pouvons nous opposer.

Au total, depuis 1985 c'est la somme colossale de 55 milliards que l'Etat a puisé dans la caisse de retraite des agents des collectivités territoriales qui est aussi celle des hospitaliers et offices HLM.

Résultat : alors que le régime particulier de retraite de ces personnels avait la chance d'être excédentaire, aujourd'hui ses caisses sont vides et CNRACL s'est trouvée en cessation de paiement pour le dernier mois de 1994.

Au lieu de renoncer à cette ponction injustifiée, le gouvernement en rajoute en décidant autoritairement un relèvement de 3,8 % de la cotisation employeurs. Mais comment les budgets des collectivités déjà étranglés vont-ils pouvoir supporter cette dépense supplémentaire ?

Si cette mesure inique

était appliquée, les personnels communaux et territoriaux paieraient la facture doublement : cela aboutirait forcément à une nouvelle aggravation de leurs conditions de travail, à des services municipaux amoindris et des emplois supprimés, voire la multiplication des CES ne cotisant à aucune retraite. Pour les populations, cela conduit à la hausse des impôts locaux.

**Ce racket n'est pas un passage obligé.**

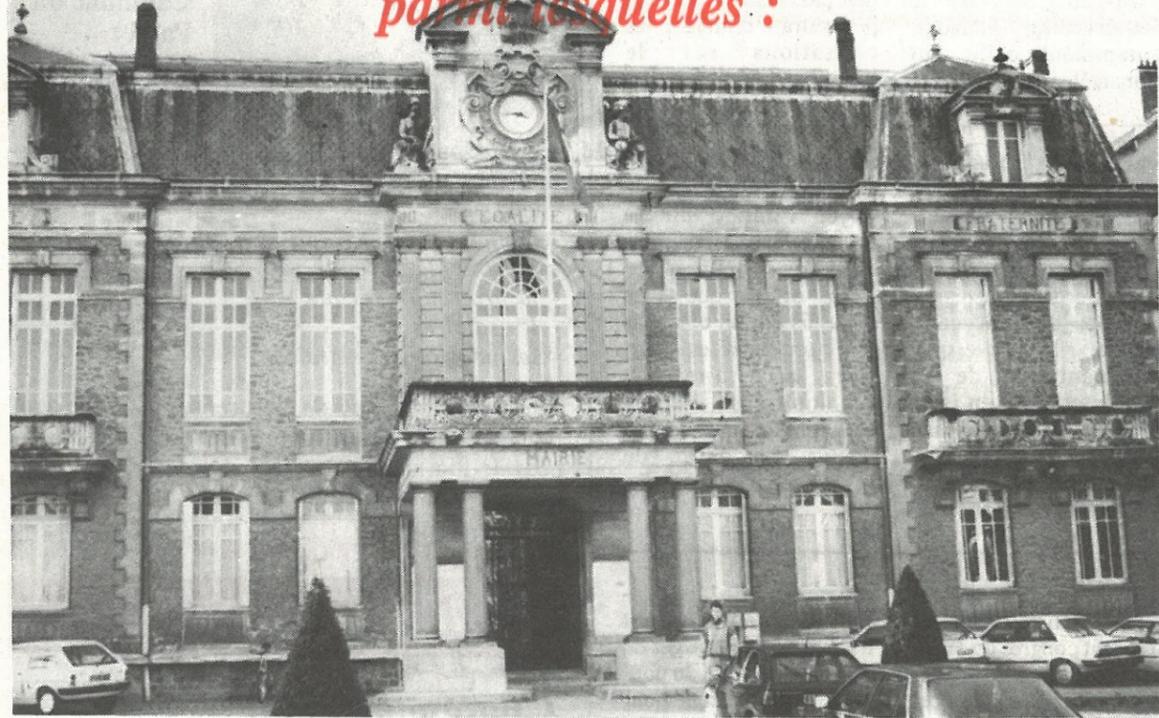
Si des régimes particuliers de retraite, comme celui des mines, par exemple, connaissent une situation financière très

difficile, ce n'est pas à d'autres salariés d'en faire les frais. C'est à l'Etat d'assumer les conséquences de sa politique de fermeture de mines et plus généralement de réduction des emplois.

Mais dans leur volonté de réduire toujours plus les dépenses sociales, les gouvernements détournent de l'argent qui ne leur appartient pas.

Ce racket n'a que trop duré, il faut y mettre un terme, c'est tout l'avenir de la CNRACL qui est en jeu. De toutes parts, les protestations et les oppositions se multiplient contre cette décision gouvernementale intolérable.

*Déjà de nombreuses réactions dans le département parmi lesquelles :*



*Derrière ces murs, le besoin de nombreux élus communistes pour faire barrage à cette politique.*

**NANTES :** Les communistes de la Mairie de Nantes avec la section ont distribué des tracts à l'ensemble des

agents de la ville, dénonçant le mauvais coup du gouvernement Balladur. Cette initiative a été reprise dans plusieurs localités.

**VERTOU :** Michel GOUTY, élu communiste de Vertou a posé 3 questions au Maire Luc Dejoie, également sénateur de la majorité de droite.

1) Quel impact va avoir cette augmentation sur nos finances locales ? Je vous demande donc de me préciser le montant de cette somme ?

2) Est-ce que vous êtes disposé, dans l'intérêt de la commune et de ses habitants à condamner cette décision gouvernementale ?

3) Dans le cas d'une réponse affirmative de votre part, seriez-vous d'accord pour que le Conseil Municipal émette un vœu pour exiger l'annulation de cette mesure et le remboursement des sommes indûment prélevées ces dernières années ?

A la suite de cette interpellation, un vœu a été adopté par le Maire et le Conseil Municipal contre la décision Balladurienne qui coûtera 628 000 Francs à la commune soit une augmentation de 1,5 % de la pression fiscale.

**TRIGNAC - ST NAZAIRE - REZE etc.** des actions à l'initiative des élus communistes et Républicains sont également prises.

*Le Jeudi 9 Février à l'appel de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains, les élus de notre département se rendront à la Préfecture pour dire non au diktat du gouverne-*

*ment et pour défendre l'avenir de la Caisse Nationale des Agents des Collectivités Locales.*

*Nous rendrons compte dans un prochain numéro de cette initiative.*

## Aérospatiale : Le chômage partiel ne passe plus

**17 janvier**  
**les salariés de l'Aérospatiale de NANTES et SAINT-NAZAIRE ont débrayé à 90 % pendant une heure**

La fin de l'année 1994 le laissait entrevoir, le chômage partiel que subissaient les 2 établissements de Nantes et St Nazaire, pourrait difficilement être reconduit en 1995.

Les commandes de Décembre l'ont confirmé, avec 615 commandes fermes, c'est 5 années de production aux cadences 94 qui sont aujourd'hui, menacées dans les carnets de la société nationale.

La filialisation d'activité s'accompagne d'abandons importants. Avant la création d'Eurocopter, la France premier producteur d'hélicoptères civils cède aujourd'hui ses productions, soit à l'Allemagne, soit à l'Asie pour une réorientation exclusivement militaire. L'activité satellite à forte domination civile est aujourd'hui menacée, sous couvert d'une filialisation avec DASA, (Deutch Aerospace) qui engagerait une ré-



Dès la rentrée 1995, le débat dans les ateliers et bureaux a été vif, les communistes très présents dans l'établissement, ont souvent été à l'origine de celui-ci. Peut-on admettre en 1995 la poursuite du chômage partiel ?

La très forte majorité des salariés, alors interrogée, soulignait son opposition à cette solution. Un front syndical uni, permettait à 90 % du personnel de l'établissement, d'observer un premier arrêt de travail d'une heure et demi.

Même si le démon de la « négociation » du chômage semble habiter certains, le mandat des salariés aux organisations syndicales est clair : **suppression du chômage partiel en 1995.**

**Quelques chiffres :**  
Le nombre de sièges\* produit par Aérospatiale ne cesse d'augmenter depuis 1990.

Le chiffre d'affaire d'Airbus Industrie a d'ailleurs doublé depuis 1990 (source Airbus Industrie).

Les économies réalisées grâce au chômage partiel permettent de meilleurs dividendes aux banques (la dette de l'Aérospatiale 2 fois les fonds propres).

La part des salaires dans le chiffre d'affaire, de 23 % en 1990, a franchi la barre au dessous de 18 % en 1994.

**Préparer la privatisation**

La stratégie d'alliance de

l'orientation militaire derrière deux programmes Franco-Allemand.

La division avions, après avoir marqué un tournant historique avec le transfert de l'A 321 à Hambourg, suscite aujourd'hui, après avoir digéré ses énormes investissements liés aux programmes A 330 A 340, l'appétit des financiers au regard des énormes gains du programme Airbus.

L'action des salariés enrayer ces prétentions. Aujourd'hui, le formidable rapport de force créé dans les deux établissements de l'Ouest place les salariés dans la capacité d'exiger la suppression du chômage partiel. Des négociations se sont ouvertes. L'action peut et doit se poursuivre, il est possible aujourd'hui, de faire reculer la direction générale. C'est dans ce sens que les communistes de l'Aérospatiale continuent d'œuvrer. Leurs propositions misent en débat demeurent les meilleurs atouts pour un progrès social correspondant aux besoins exprimés par les salariés dans la société nationale.

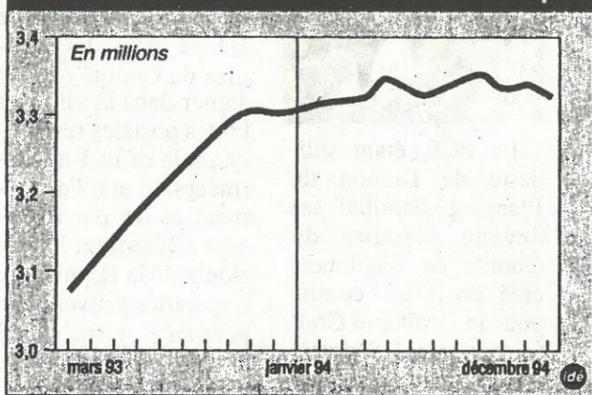
\* L'unité de mesure du siège est plus précise que celle du nombre d'avions, quand on sait qu'un A 330 A 340 représente 3 A 320. Le nombre de sièges en production sert aussi de référence au prix de vente de l'appareil.

# L'EMPLOI : Combattre les Racines du Mal

## Un constat inquiétant

La baisse de 0,2 % du nombre de demandeurs d'emplois en décembre ne peut cacher les réalités.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



Les RMISTES ont poursuivi leur progression, passant de 739 000 bénéficiaires en 1993 à 940 000 en 1994.

Les C.E.S. au nombre de 430 000 ont progressé de 45,3 % entre décembre 93 et décembre 94.

Les Contrats Emplois Solidarités ont quant à eux progressé de 140 % durant la même période.

C'est donc aujourd'hui des centaines de milliers de personnes, pour ne pas dire millions, qu'il faut ajouter aux 3 290 000 chômeurs recensés à l'A.N.P.E.

## Les milliards dont l'emploi a besoin

En France on ne manque pas d'argent pour créer des emplois, de vrais emplois stables, et bien rémunérés pour relancer l'économie :

- Les fonds publics, distribués pour la formation sans contrôle de leur utilisation, et les 90 milliards d'exonération supplémentaires attribués en 1993.

- Les profits des entreprises (1 200 milliards en 1993) qui sont allés pour la moitié à la spéculation et pour une autre part en « modernisation » avec réduction d'effectif.

- Le crédit qui fait circuler 6000 milliards de francs et dont l'origine vient en grande partie de l'épargne et des comptes en banque des salariés, a été utilisé pour la plus grande part contre l'emploi.

Il est urgent de demander des comptes aux responsables de ces gâchis qu'ils soient chefs de grandes entreprises, banquiers, gouvernants, représentants de l'Etat et d'utiliser autrement ces richesses, pour l'emploi.

## 5 000 francs par contribuable

5 000 francs. C'est la somme prélevée en moyenne sur chaque contribuable en 1993 par M. Balladur et son gouvernement en cadeaux supplémentaires au grand patronat sans aucune obligation, même de créer des emplois. Au total ce sont 90 milliards d'exonérations de cotisations sociales, de réduction de TVA, une somme colossale qui aurait pu permettre de financer 650 000 emplois nouveaux au salaire moyen. A quoi cela a-t-il pu servir puisque le nombre de chômeurs s'est accru de 340 000 en 1993 et que 1994 suit la même orientation ?

Le Premier Ministre, candidat, avait promis une amélioration de la situation du chômage en France à la fin de 1994.

Le mois de décembre devait être marqué du sceau de la reprise. Depuis quelques semaines, de nombreux commentateurs économiques tentaient de nous expliquer que « la reprise remarquée dans notre pays », n'avait pas une répercussion sur l'emploi. Pour d'autres la couleur était annoncée : « Il faudrait attendre ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'année 1994 s'est soldée avec 26 700 chômeurs supplémentaires. La France se situe parmi les pays industrialisés où la situation de l'emploi est la plus critique, avec 12,6 % de la population active au chômage sans qu'une embellie soit vraiment à l'ordre du jour.

## Les jeunes particulièrement touchés

Des millions de familles ne supportent plus que les jeunes soient les premières victimes des choix gouvernementaux.

Le nombre de jeunes au chômage, déjà considérable, a augmenté de 25 % depuis qu'Edouard Balladur a les clés de Matignon.

La jeunesse ne peut vivre comme une génération sacrifiée, elle a le droit de vivre dignement, comme elle le mérite. C'est pour cela que Robert Hue veut imposer un véritable plan d'urgence et poser cette question incontournable lors de l'élection présidentielle.

## Un plan d'urgence

Voici les mesures concrètes que Robert Hue propose pour le débat et l'action

■ **TRANSFORMER** les 500 000 emplois précaires de jeunes en emplois stables et normalement rémunérés.

■ **ATTRIBUER** à des jeunes 50 % des centaines de milliers d'emplois à créer dans les services de santé, d'enseignement, de transport, de communication...

■ **PRÉLEVER** 70 milliards de francs sur les 600 milliards votés pour la loi de programmation militaire afin de financer un plan de formation visant à réduire le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans qualification.

■ **INTERDIRE** les pratiques de bas salaires et de discriminations à l'égard des jeunes salariés.

## Cordemais : l'exemple de la politique de Balladur

La logique de rentabilité financière prônée par la direction de l'EDF, le processus de privatisation amorcé dans l'entreprise Nationale ajouté à la récession ont amené la direction de l'EDF à programmer sur la Centrale de Cordemais 100 suppressions d'emplois.

Immédiatement, les agents sont intervenus pour dénoncer cette menace sur l'emploi.

De son côté, le syndicat C.G.T. a fermement dénoncé les prétentions de la direction, préci-

sant qu'EDF en accord avec le gouvernement a cédé aux pressions de Bruxelles pour abandonner à terme au secteur privé, l'ensemble de la production fuel charbon appliquant ainsi les directives du Traité de Maastricht.

- La cellule de l'entreprise du Parti Communiste, dénonce elle aussi cette attaque contre l'emploi et a décidé de s'adresser largement à la population de la Basse Loire, afin d'élargir l'intervention des gens pour la sauvegarde de l'emploi sur la région.

# INONDATIONS : prévenir plutôt que guérir

De nombreuses localités de notre département sont totalement ou partiellement sous les eaux, nombre d'habitations, entreprises et personnes sont sinistrées.

Certes, notre département a connu durant ce mois de janvier des précipitations très importantes. En une semaine, il est pratiquement tombé autant de pluie qu'en un mois de janvier moyen. Mais faut-il comme le fait le gouvernement, constater la catastrophe, les dégâts, et s'en arrêter là. Nous ne le pensons pas.

De telles situations nous dit-on, sont cycliques, on parle de crue centenaire et autres, mais au-delà des statistiques, n'y a-t-il pas des raisons sérieuses et réelles qui accroissent les conséquences de ces pluies diluviennes. En 1995, n'y a-t-il pas de possibilités de diminuer ou d'empêcher les dégâts des eaux ?

On en revient toujours au même : la responsabilité de l'argent qui domine et « règle » toute la vie.

C'est le cas pour l'urbanisation, le remembrement, l'entretien des rivières et des berges, les phénomènes liés à l'agriculture, le déboisement, sans oublier les questions de l'aménagement de la Loire qui, pour des raisons financières et politiques prend des retards préjudiciables.

Comme le rappelait Alain Bocquet, Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale dans une lettre à Charles Pasqua, il est inconcevable « d'en rester à un état des lieux ».

L'urbanisation irréfléchie qui conduit à délivrer

80 % des permis en zone inondable, depuis plusieurs décennies, la dégradation du service public, le déboisement, la désertification du territoire, la carence de l'Etat en matière de prévention et d'indemnisation sont autant de facteurs qui concourent à donner à cette catastrophe humaine et écologique la dimension que nous lui connaissons.

L'Etat nous dit, on va

elle de répondre à l'indemnisation des habitants touchés par ces inondations ? Alors que les banques et les assurances dégagent des profits exceptionnels, n'y a-t-il pas nécessité de revoir à la hausse les taux de remboursement.

La situation impose des mesures exceptionnelles qui doivent se traduire pour chaque victime de dispositions particulières



participer à l'indemnisation des sinistrés, mais il faut savoir qu'il percevra plus au titre de la T.V.A. sur la reconstruction que ce que qu'il va verser aux sinistrés ; une nouvelle fois, ce seront les gens qui paieront.

Quant aux assurances, la cotisation spécifique de chacun d'entre nous, au titre des catastrophes naturelles, permettra-t-

qui ne doivent pas entraîner un endettement supplémentaire.

Il est urgent d'intervenir en direction des personnes les plus défavorisées et les compagnies d'assurances qui en ont les moyens doivent immédiatement verser des avances exceptionnelles afin de ne pas rendre encore plus difficile la situation actuelle de ces milliers de familles sinistrées.

# FEMMES : RESPECTABLES OUI ! MAIS RESPECTÉES QUAND ?

Nous continuons notre enquête sur l'intervention du commando anti-IVG, survenue le 6 décembre dernier.

Joëlle Patron, responsable du Secteur Femme à la Fédération du Parti Communiste de Loire Atlantique a bien voulu revenir sur ces faits :



Le PCF, étant solidaire de l'action du Planning Familial est devenu membre du Comité de Vigilance, créé en 1988, comité pour le Droit à la Contraception et à l'Avortement. Ensemble nous avons déclaré à la presse notre indignation devant de tels agissements.

Le 21 décembre, le secteur femme, au nom de la Fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste, a fait une proposition, souhaitant que les associations et les partis politiques formant ce comité de vigilance, soient partie prenante et soutiennent le personnel de l'hôpital en exigeant des Pouvoirs Publics un système de sécurité au même titre que les services de Cardiologie, Neurologie etc..., ce qui permettrait au personnel de travailler dans des conditions normales et donnerait aux femmes la possibilité d'accéder à l'intervention d'IVG en toute sécurité et toute inti-

mité, permettant ainsi l'application de la loi dans la quiétude, ce qui est le droit légitime des femmes.

Le 17 janvier, jour du vingtième anniversaire du scrutin historique de la loi « Veil », les membres du Comité ont fait signer dans la ville des cartes postales revendiquant le droit à la contraception et à l'avortement et les ont adressées à Monsieur le Président de la République (ces cartes peuvent être paraphées jusqu'au 23 février date du procès).

Ce même 17 janvier, des militants de « l'Union pour la Vie », association qui lutte contre l'IVG ont fait connaître par voix de presse leur volonté de manifester et de déposer une gerbe devant le Monument aux Morts. Nous nous sommes rendues sur place pour protester contre cette manifestation de gens qui refusent de nous reconnaître ce droit faisant l'objet d'une loi ! Nous nous sommes faits insulter, traiter « d'assassins » l'affrontement a été difficile et même violent.

Le 8 février une réunion publique a eu lieu, elle avait pour thème « Un enfant, si je veux quand je veux » pour témoigner, réfléchir, agir, revendiquer, cela pour préparer au procès qui aura lieu le 23 février au Tribunal de Grande Instance de Nantes à 14 heures où nous souhaitons une très large participation de militants et de sympathisants.

Dans le même temps que devient notre dignité de femmes ? lorsque Monsieur De Villiers candidat à la présidence de la République cautionne cette attitude en proclamant dans une émission télévisée « La Marche du Siècle », dans le cadre de la démographie : « faire des enfants est une mission de service pour les femmes ».

Le PCF entend continuer son action en souhaitant vivement qu'une responsable nationale participe aux travaux de la Conférence de Pékin, pour mieux faire respecter nos droits de femme, en exigeant l'application de la Loi.

**Le 23 février à 14 heures**  
**au Tribunal de Grande Instance**  
**PROCÈS DU COMMANDO**  
**ANTI-IVG**  
**Venez nombreux**



TRAVAUX PUBLICS

devin o lemarchand

Assainissement  
Travaux souterrains  
Fonçage - Adduction d'eau  
Transport et distribution Gaz  
Génie Civil

Travaux Maritimes  
Réservoirs - Châteaux d'eau  
V.R.D.  
Installations de pompage

Z.I. LA BERANGERAIS - 5, RUE DE LA CATALOGNE 44240 LA CHAPPELLE SUR ERDRE Tél. 40.77.89.89 - Télécopie 40.77.80.48

# Algérie : notre solidarité

Une voiture piégée a explosé lundi 30 janvier en plein centre d'Alger. Plus de quarante morts, des centaines de blessés.

Lors de cet attentat, les tueurs n'ont fait qu'appliquer fidèlement les consignes des chefs intégristes de l'A.I.S. (Armée Islamique du Salut) qui ont ordonné de faire « du mois du Ramadan un mois de conquête ; en intensifiant la lutte contre les apostats ».

Ali Belhadi, numéro deux du FIS, quant à lui, rendait publique une lettre dans laquelle il écrivait « quel que soit le nombre de morts auquel il faudra arriver, nous imposerons la république islamique ».

C'est bien l'Algérie que ces fanatiques religieux assassinent chaque jour afin de s'emparer du pouvoir.

Or malgré les assassinats d'intellectuels, de journalistes, de démocrates, de femmes, d'enfants, le peuple algérien résiste. En effet, depuis plus de

2 ans, les Algériens résistent - femmes en tête - en manifestant massivement dans les rues pour crier leur refus du projet d'Etat islamique dictatorial, synonyme de fascisme, de drames, de larmes, de sang et de deuils.

Dans cette terrible lutte, le peuple algérien a besoin de solidarité, celle des communistes lui étant acquise naturellement.

Depuis le début de ce que l'on appelle « la crise algérienne » le Parti Communiste Français a été à l'initiative de nombreux débats et manifestations à travers la France et notamment le 24 octobre 94 à Paris où plus de 10 000 personnes se sont rassemblées pour soutenir les démocrates algériens.

Ils sont prêts à participer à toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

Les Communistes se félicitent de la création du **Comité national d'action pour la solidarité avec le peuple algérien** qui s'est fixé trois tâches principales :

1) faire entendre en France la voix des démocrates algériens qui aspirent à une Algérie qui avance, et mènent leur combat désintéressé, souvent au péril de leur vie.

2) obtenir des autorités françaises et européennes un engagement d'aide et de coopération positive, comme l'annulation de la dette, la signature d'un contrat gazier euro-algérien intégrant une juste rémunération du gaz, le lancement d'un vaste programme de logements sociaux, en mettant à contribution les grands groupes du bâtiment, la livraison par l'Union européenne de céréales à titre gracieux.

3) faire vivre au quotidien la solidarité humaine dans ses multiples aspects.

Ceux et celles qui se reconnaissent dans cet objectif peuvent désormais manifester leur soutien en rejoignant le Comité National d'Action.

# La défense de notre système de protection sociale : Un enjeu de civilisation



Parce que notre système de protection sociale est face à une menace sans précédent depuis sa création et que son existence est remise en cause par la politique et les projets du Premier

ministre candidat Balladur, des milliers de manifestants ont répondu, à l'appel de la CGT et de la fédération des Mutuelles de France, appel relayé par de nombreuses organisations et

mouvements dont en particulier dans notre département la CFDT, la FSU, l'UFP, SOS Racisme, le Mouvement des étudiants, INDECOSA, tourisme et loisirs, l'UNEF, le MRAP.

Ils ont crié haut et fort leur refus des choix injustifiés du gouvernement, refus que le candidat du Parti Communiste Robert Hue exprime dans sa campagne en lançant un défi au ministre candidat et en proposant des solutions à débattre.

## Déclaration de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français se félicite, apporte tout son soutien, et s'associe à la manifestation régionale pour la défense de la protection sociale qui aura lieu à Nantes, Place Royale, le samedi 4 février à 15 heures, à l'appel de plusieurs syndicats et organisations.

Nous le voyons tous, la protection sociale ne cesse d'être attaquée, les Français sont inquiets des menaces qui pèsent sur le système de santé et de retraite, et c'est pour cela qu'ils veulent la préserver. Ils savent que le projet politique de Balladur-Chirac et d'autres, projette le démantèlement du système actuel avec la mise en concurrence de la sécurité sociale et des assurances.

Pour sa part, Robert Hue, le candidat communiste, conçoit la campagne présidentielle comme un moment favorable pour

faire grandir de telles exigences populaires.

Il a notamment interpellé Balladur pour le mettre au défi d'ouvrir un grand débat national dans lequel tous les acteurs du monde social auraient leur place.

Nous voyons que deux logiques s'opposent aujourd'hui : celle d'une société inégalitaire ou d'une société solidaire.

C'est du côté de cette dernière que les Communistes se sont toujours trouvés en faisant le choix de l'homme, de l'entraide, du droit à une vie sans angoisse, contre celui du culte de l'argent facile, du futur incertain, de l'individu soumis aux puissances de l'argent.

Le projet gouvernemental actuel de Balladur sur la protection sociale, c'est de décharger le patronat du financement de la sécu, en faisant payer toujours davantage aux familles, en augmentant la CSG, en assujettis-

sant les petites retraites et l'indemnité chômage.

Pour leur part, les Communistes pensent que si le démantèlement de la protection sociale s'accélère, c'est l'ensemble de la société française qui est menacé.

C'est pourquoi le candidat communiste a fait une série de propositions concrètes.

En particulier d'abolir la contribution sociale généralisée (CSG), et de taxer les revenus financiers au même taux que les salaires, soit un gain de 77 millions de francs pour la sécu, de même qu'ils proposent d'interrompre la pratique d'exonération des cotisations sociales qui incombent aux entreprises.

Les luttes, la force des manifestations du 4 février seront autant de points d'appui pour exiger ce grand débat national et une protection sociale de qualité.

Je souhaite rejoindre le :  
« **COMITÉ NATIONAL D'ACTION POUR LA SOLIDARITÉ  
AVEC LE PEUPLE ALGÉRIEN** »

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Signature

Soutien : chèques à libeller à l'ordre de « Solidarité avec le peuple algérien ». Talon et chèques à adresser à : « Comité national d'action pour la solidarité avec le peuple algérien », 64, boulevard Auguste Blanqui - 75013 Paris - Tél. 45.35.58.42.

## Nécrologie

La Fédération de Loire-Atlantique, la Section de Nantes, les communistes et leurs amis de la cellule Le Paih, vous font part du décès de notre camarade Adrien Godeau père d'Anne Claude Godeau assassinée au méto Charonne lors de la manifestation pour la paix en Algérie le 8 février 1962. Nous transmettons à toute la famille et à ses proches toutes nos condoléances.

Nous avons appris le décès de notre camarade Clovis Malidan, père de

Didier Malidan. Nous nous associons à leur peine et assurons Didier de toute notre amitié.

Pour CHAQUE développement couleur  
avec Tirages

**2 Photos de chaque  
pour le prix d'1**

Studio CHIABERGE  
Didier DEROCHE - PHOTOGRAPHE  
Av. de la République (Près de Monoprix) ST-NAZAIRE  
Tél. 40.22.48.69

**MAZDA**  
Lampes et appareils d'éclairage

**MAZDA ECLAIRAGE**

REGION PAYS-DE-LOIRE  
10, bd Gaëtan-Rondeau - B.P.679  
44018 NANTES CEDEX  
Téléphone 40.12.70.01

LA SECTION PCF ST NAZAIRE

organise un

# SUPER LOTO

Dimanche 19 Février

à 14 h 30

Salle Jean-Moulin

à Bellevue **MONTOIR**

## DE SUPERBES LOTS

1 SECHE-LINGE - 1 RADIO CASSETTES LASER  
1 VELO D'APPARTEMENT - 1 CUISEUR VAPEUR  
1 MALETTE OUTILS 100 PIECES  
1 LAMPADAIRE HALOGENE - 1 BALADEUR  
1 CHARGEUR BATTERIE - 1 COUETTE  
UN REPAS COMPLET POUR 2 PERSONNES  
etc... etc...

A VOTRE SERVICE :

BAR - PATISSERIE - CAFÉ

L'amicale des vétérans de Loire-Atlantique tiendra son assemblée

le jeudi 2 mars 1995  
à la Fédération

Autour d'un repas fraternel,  
Rendez-vous à 11 h 30

41 rue des Olivettes 44000 Nantes

## Le voyage d'Axel par la Compagnie Science 89 au Muséum d'Histoire Naturelle de Nantes

Une visite théâtrale, littéraire et scientifique pour les petits et pour les grands.

Du 4 au 28 février, le Muséum d'Histoire Naturelle de Nantes accueille « Le Voyage d'Axel » de Michel Valmer et Françoise Thyron d'après voyage au centre de la terre de Jules Verne, un spectacle promenade de la Compagnie nantaise Science 89 interprété par Florence Labérenne et Fernand Lebeau et conçu pour les enfants et leurs parents. S'engageant depuis les volcans d'Islande jusqu'au

cratère du Stromboli sur les traces du trépidant Professeur Lidenbröck et de son neveu, les spectateurs renouent avec le merveilleux scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle. Un spectacle de « gai savoir » ou le plaisir d'apprendre passe par le divertissement.

Renseignements et réservation : Muséum d'Histoire Naturelle. Tél : 40.41.67.67.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

**DONS DES CELLULES ET SECTIONS**  
(Comptes arrêtés au 31 janvier 1995)

**SECTION DE LA BASSE-LOIRE**  
Taillandier (Couéron) 750 F - Kéritel 540 F.

**SECTION REZE SUD LOIRE**  
Pont Saint-Martin 180 F.

**SECTION DES 3 RIVIERES**  
Timbaud 500 F - Section 2 000 F.

Engagements des MEMBRES DU COMITE FEDERAL  
Chantal et Gilles BONTEMPS 1 000 F, Joel BUSSON 500 F, Alain CHAZAL 600 F, Yannick CHENEAU 1 500 F, Claude

CONSTANT 1 000 F, Joël CORPARD 600 F, Joëlle DAVID 600 F, Serge DOUSSIN 600 F, Michel GOUTY 1 000 F, Jean-Philippe LE GAL 750 F, Didier LEON 600 F, Jean-Yves MARTIN 1 200 F, Joëlle PATRON 500 F, Michel PICAUD 1 000 F, Jean-Luc PLUMELET 700 F, Michel RICA 1 000 F, Pierre RIOU 700 F, Paul ROBERT 1 000 F, Gabriel ROCHER 600 F, Bernard ROQUET 500 F, Jean-Claude SALOMON 800 F, Jean-René TEILLANT 1 000 F, Yann VINCE 1 000 F, Jeannine DUSSEAUX 1 100 F, Marcel GUILLE 500 F, Raymond LANNUZEL 600 F.

Versements individuels sur listes

**SECTION DE NANTES**  
Michel BARILLER 500 F, M. et

Mme G. CONSTANT 500 F, Cellule LE PAIH : A. COURCOUL 100 F, R. AURAT 30 F, anonyme 13 F.

**SECTION DE LA BASSE-LOIRE**  
Membres du comité de section : Jérémie HUGUET 150 F, Catherine et Roger BARBOTTEAU 100 F. Couéron : Yvette et Yvon BONTEMPS 1 200 F.

**SECTION DE SAINT-SEBASTIEN**  
Anonyme 200 F - ST-SEBASTIEN : Alcime DUGAST 300 F.

**SECTION DES 3 RIVIERES**  
Membres du Comité de Section : Chantal et Guillermo LLINAS 225 F.

# CLIO

A PARTIR DE

# 52300\*<sub>F</sub>

\* C'est à dire:

**63300F**  
**-5000F**

d'aide de l'état  
si votre voiture  
a plus de 10 ans.

**-6000F**

de reprise accordée par  
votre concessionnaire.



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 28/02/95

Offre réservée aux particuliers pour l'achat d'une Clio neuve - millésime 95 - non cumulable avec toute autre offre.

## RENAULT ST NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE  
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40.17.20.20



RENAULT

# OCEANE T.P.

40 56 49 49



**DÉMOLITIONS  
TRAVAUX PUBLICS**



Siège social :

Z.I. La Croix Blanche

44260 MALVILLE

Tél. 40.56.49.49 (lignes groupées)

Fax 40.56.47.25